



NQT

Exercice clos le 31 décembre 2024

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG Audit



NQT

Exercice clos le 31 décembre 2024

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de l'association NQT,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association NQT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

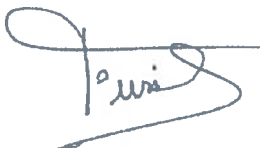
Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 18 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit



Joël Fusil



Crowe Fidelio
22, rue de Londres
75009 Paris - France
T : + 33 (0)1 42 89 28 63
contact@crowe-fidelio.fr

Association NQT

34 Ter Boulevard Ornano

93200 SAINT-DENIS

Exercice clos le : 31/12/2024

APE : 8899B

SIRET : 49233068300045

Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	2 942 644	1 425 409	1 517 235	1 882 460
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours	292 330		292 330	
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	58 653	35 695	22 957	31 240
	Autres immobilisations corporelles	634 476	407 880	226 596	227 219
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
ACTIF CIRCULANT	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	87 186		87 186	85 423
	TOTAL (I)	4 015 289	1 868 985	2 146 304	2 226 343
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	707		707	20 213
COMPTES DE REGULARISATION	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 307 808	210 833	1 096 975	1 235 621
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	1 736 976	5 250	1 731 726	583 543
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	1 606 957		1 606 957	3 577 684
	Charges constatées d'avance	54 345		54 345	51 313
	TOTAL (II)	4 706 792	216 083	4 490 709	5 468 373
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		8 722 080	2 085 068	6 637 013	7 694 716
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		4 000
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	962 242	775 418
	Excédent ou déficit de l'exercice	(233 299)	186 824
	Total des fonds propres (situation nette)	728 943	966 242
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	1 216 955	1 695 462
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	1 216 955	1 695 462
Total des fonds propres		1 945 898	2 661 704
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
Total des fonds reportés et dédiés			
Provisions	Provisions pour risques	79 600	224 000
	Provisions pour charges		
Total des provisions		79 600	224 000
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	310 652	538 944
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	608	37 870
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	286 772	344 477
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	883 064	713 541
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	104 733	25 124
	Produits constatés d'avance	3 025 686	3 149 057
Total des dettes		4 611 515	4 809 012
Ecart de conversion passif			
TOTAL PASSIF		6 637 013	7 694 716
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(233 299,19)	186 824,07
(1) Dont à moins d'un an		4 474 409	4 366 434
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat 1/2

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	2 264 435	2 377 876
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service		
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	4 360 374	4 840 069
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	2 323	
	Mécénats	181 839	220 018
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	452 869	306 752
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	130 221	524
Total des produits d'exploitation		7 392 061	7 745 239
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	1 609 841	2 057 758
	Aides financières	5 000	16 000
	Impôts, taxes et versements assimilés	438 459	359 641
	Salaires et traitements	3 726 609	3 243 059
	Charges sociales	1 440 261	1 210 040
	Dotation aux amortissements et dépréciations	736 137	836 545
	Dotation aux provisions	210 833	132 926
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	54 679	46 513
Total des charges d'exploitation		8 221 819	7 902 481
RESULTAT D'EXPLOITATION		(829 759)	(157 242)

Compte de Résultat 2/2

		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		(829 759)	(157 242)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	67 931	44 343
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change	257	
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		68 187	44 343
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	3 993	6 130
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		3 993	6 130
RESULTAT FINANCIER		64 194	38 213
RESULTAT COURANT avant impôts		(765 564)	(119 029)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	52 800	5 382
	Sur opérations en capital	530 194	480 090
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	582 994	485 472
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	35 003	169 763
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles		35 003	169 763
RESULTAT EXCEPTIONNEL		547 991	315 709
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		15 726	9 856
TOTAL DES PRODUITS		8 043 242	8 275 054
TOTAL DES CHARGES		8 276 541	8 088 230
EXCEDENT ou DEFICIT		(233 299)	186 824
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			161 234
Prestations en nature		151 597	325 765
Bénévolat			
TOTAL		151 597	486 999
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens		30 928	232 218
Prestations		120 669	254 781
Personnel bénévole			
TOTAL		151 597	486 999

Annexe

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2024.

Le total du bilan avant répartition s'élève à 6 637 013 euros.

Le compte de résultat de l'exercice présente un résultat de -233 299 euros.

L'exercice présenté est d'une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

L'exercice précédent était d'une durée identique.

Objet social de l'association

L'association a pour objectif l'insertion professionnelle des jeunes diplômés, Bac+3 et plus, âgés de moins de 30 ans, issus de milieux sociaux modestes et dont certains résident en quartiers difficiles, grâce à la mise en place d'un parrainage réalisé par des cadres, assimilés, voire des dirigeants d'entreprise.

Faits caractéristiques de l'exercice

Subvention de fonctionnement significative

L'association a bénéficié d'une subvention d'Etat significative de 2 800 000 euros pour soutenir le projet d'intérêt économique général appelé "1 jeune 1 mentor 2". La quote-part des produits affectée à l'exercice 2024 au titre de cette subvention de fonctionnement s'élève à 782 466 euros.

Sur l'exercice précédent, une subvention d'Etat significative de 3 000 000 euros pour soutenir le projet d'intérêt économique général appelé "1 jeune 1 mentor 2" a été constatée. La quote-part des produits affectée à l'exercice 2024 au titre de cette subvention de fonctionnement s'élève à 2 161 644 euros.

Cette subvention de fonctionnement est comprise dans un engagement de financement de 9 000 milliers d'euros sur 3 ans qui a débuté en cours d'exercice 2022.

Systèmes de gestion

Le développement de l'App'NQT a continué tout au long de l'année 2024 et a permis la mise en service de nouvelles fonctionnalités, comme les listings SMS, l'optimisation de la stickiness, le prematching.

NQT a également développé deux nouveaux projets, toujours en cours au 31 décembre 2024 :

- Le Crédit d'Impact Social qui va permettre de mesurer et de valoriser l'impact social positif généré par les actions de NQT,
- Le Mentorat des Applications et Intelligence Artificielle (MAIA) qui va permettre la transformation digitale de l'association en propulsant le mentorat vers des méthodologies personnalisées au moyen de technologies d'intelligence artificielle et de science des données.

Les impacts financiers sont détaillés dans l'annexe "Notes relatives à certains postes du Bilan".

Principes, règles et méthodes comptables

Conventions comptables générales

Les comptes annuels sont établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règlement ANC n°2022-04 relatif au PCG complété des règlements subséquents).

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre (hormis les changements indiqués dans le paragraphe " changement de présentation et de méthode comptable")
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Seules sont exprimées les informations significatives.

L'ensemble des notes et tableaux présentés dans cette annexe sont exprimés en euros sauf indication contraire.

Changement de méthode et comparabilité des exercices

Les méthodes d'évaluation et de présentation utilisées n'ont pas été modifiées d'un exercice à l'autre à l'exception de la première application du règlement ANC n° 2022-04 modifiant le règlement ANC n° 2018-06, applicable à l'exercice ouvert à compter du 1er janvier 2023, qui constitue un changement de méthode comptable ayant pour conséquence la présentation pour la première fois d'un état séparé des avantages et ressources provenant de l'étranger, accessible dans la partie "Autres informations", au paragraphe créé à cet effet.

Ce changement avait déjà été appliqué en 2023.

Les exercices sont donc comparables sans retraitement.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Valeurs brutes

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Le coût d'acquisition comprend les éléments suivants :

- Le prix d'achat ;
- Les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés ;
- Les coûts de démantèlement, d'enlèvement et de remise en état du site sur lequel elles sont situées ;

Les dépenses courantes de réparation et de maintenance sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont supportées.

Principes, règles et méthodes comptables

Amortissement

L'amortissement est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. A ce titre, le mode linéaire est généralement retenu sur les durées probables d'utilisation suivantes :

- Applications	5 ans
- Autres éléments incorporels	1 à 3 ans
- Installations générales et agencements divers	6 à 9 ans
- Matériels de bureau et informatique	3 à 4 ans
- Mobiliers	3 à 6 ans

Le montant amortissable d'un actif correspond à sa valeur brute sous déduction de sa valeur résiduelle et des éventuelles dépréciations. La valeur résiduelle représente la valeur vénale de l'immobilisation à la fin de son utilisation par la société, diminuée des coûts de sortie.

Les terrains et les immobilisations en cours ne sont pas amortis.

Dépréciation

Les immobilisations sont dépréciées lorsqu'il existe des indices de perte de valeur et que leurs valeurs nettes comptables deviennent significativement supérieures à leurs valeurs actuelles, déterminées sur la base de la plus haute estimation entre la valeur de marché et la valeur d'usage.

Immobilisations financières

Autres immobilisations financières

Les prêts, dépôts et autres immobilisations financières sont évalués à leur valeur nominale. Une dépréciation est constituée lorsque leur valeur actuelle devient inférieure à leur valeur comptable.

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire des créances est inférieure à la valeur comptable.

Les créances clients font l'objet d'une dépréciation estimée selon une analyse au cas par cas, puis une approche statistique prenant en compte le résultat de cette analyse, ainsi que l'ancienneté des créances et enfin selon le taux de non-recouvrement historique déterminés de la manière suivante :

- Pour la totalité de leur montant lorsqu'il a été constaté qu'il n'y avait aucun espoir d'être payé,
- Puis pour celles qui sont incertaines :
 - A hauteur de 50 % pour les créances échues de plus de 2 ans
 - A hauteur de 25 % pour les créances échues entre 1 an et 2 ans
 - Au cas par cas pour les créances < 1 an.

Principes, règles et méthodes comptables

Disponibilités

Les disponibilités comprennent les espèces ou valeurs assimilables en banque et en caisse ainsi que les bons qui sont, dès leur souscription, remboursables à tout moment.

Les disponibilités sont évaluées à leur valeur nominale.

Provisions pour risques et charges

Des provisions sont constituées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation de l'association à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire, contractuel ou découler des pratiques de l'association.

L'estimation du montant des provisions correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que l'association devra supporter pour éteindre son obligation.

Engagements relatifs aux indemnités de départ à la retraite et autres avantages à long terme

Le seul engagement de retraite supporté par l'association est constitué par les indemnités de fin de carrière (IFC) du personnel, la législation prévoyant que des indemnités sont versées aux salariés au moment de leur départ à la retraite en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite.

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes sociaux les indemnités de fin de carrière ou pour complément de retraite de ses salariés. La charge correspondante est enregistrée au cours de l'exercice du paiement effectif de l'indemnité.

Au 31 décembre 2024, le montant des indemnités de fin de carrière pour l'ensemble des salariés a été évalué suivant la méthode prospective, en retenant un taux d'actualisation de 3.42%, à la somme de 73 milliers d'euros.

Mécénat

Dans le cadre des dispositions de l'article 422-1 définissant le modèle de compte de résultat, les opérations de mécénat sont inscrites en produits d'exploitation en ressources liées à la générosité du public.

Le fait générateur de l'enregistrement retenu est la date de la signature de la convention ou, à défaut de convention dûment établie, la date d'encaissement.

Notes relatives à certains postes du Bilan

Immobilisations incorporelles

Le développement de l'App'NQT a été activé à hauteur de 186 milliers d'euros sur 2024.

L'association avait bénéficié de deux subventions d'investissement d'un montant de 2 410 milliers d'euros afin de financer ce projet. Une reprise au compte de résultat est effectuée au rythme de l'amortissement des biens subventionnés. Sur l'exercice 2024, cette quote-part s'élève à 479 milliers euros.

Des immobilisations incorporelles en cours ont été constatées à fin 2024 :

- Pour 7 milliers d'euros pour le développement de l'App'NQT
- Pour 244 milliers d'euros concernant le projet du CIS (Crédit d'Impact Social)
- Pour 41 milliers d'euros concernant le projet du MAIA (Mentorat des Applications et Intelligence Artificielle)

Provisions sur subventions

Dans le cadre de la CPO, il avait été constaté à fin 2023 par prudence une provision pour risque d'un montant de 224 000 euros pour le non rattrapage du retard de 2 495 jeunes par rapport aux objectifs mentionnés dans la convention de la subvention "1 jeune 1 mentor 2".

Finalement il a été convenu avec l'organisme financeur que l'association NQT ne devra rembourser qu'un montant de 79 600 euros au titre des objectifs non atteints pour 2023. Une reprise de provision de la différence a donc été enregistrée en 2024, soit 144 400 euros.

Emprunts et dettes financières divers

Les valeurs comptables en euros des emprunts se décomposent de la manière suivante à la date de clôture :

- 70 833 euros d'un emprunt contracté auprès de la BNP le 30/09/2018 pour un montant de 350 000 euros renégocié le 17/02/2020 au taux fixe de 1.24% et d'une durée de 6 ans.

Les fonds empruntés étaient destinés à financer les travaux et l'acquisition du matériel dans les nouveaux locaux.

- 239 738 euros d'un prêt garanti par l'Etat contracté auprès de la BNP le 16/04/2021 pour un montant de 712 084 euros.

Produits constatés d'avance - franchise de loyers

Dans le cadre du bail signé, une franchise de loyers a exceptionnellement été accordée par le bailleur. Cette franchise représente 16 mois de loyers.

Afin de refléter les avantages économiques de l'opération, cette participation financière a été étalée sur la durée du bail de 9 années, conformément à l'avis n°29 de l'Ordre des Experts Comptables.

Le montant du produit constaté d'avance correspondant s'élève à 44 137 euros à la date de clôture.

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	2 756 678		478 296		3 234 974	
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 756 678		478 296		3 234 974	
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	58 653				58 653	
	Instal., agencement, aménagement divers	337 952		31 173		369 125	
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	212 074		60 015	8 899	263 191	
	Emballages récupérables et divers	2 160				2 160	
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	610 839		91 189		8 899	693 129
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	85 423		1 764		87 186	
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	85 423		1 764		87 186	
TOTAL		3 452 939		571 248		8 899	4 015 289

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	874 217	551 192		1 425 409
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	874 217	551 192		1 425 409
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	27 412	8 283		35 695
	Autres instal., agencement, aménagement divers	191 147	39 791		230 938
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	133 820	52 022	8 899	176 942
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		352 379	100 096	8 899	443 576
TOTAL		1 226 596	651 287	8 899	1 868 985

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	224 000	79 600	224 000	79 600
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	224 000	79 600	224 000	79 600
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers	132 926	210 833	132 926	210 833
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres	9 160	5 250	9 160	5 250
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	142 086	216 083	142 086	216 083
TOTAL GENERAL		366 086	295 683	366 086	295 683
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			295 683	366 086	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	87 186		87 186
	Clients, usagers douteux ou litigieux	415 471	415 471	
	Autres créances clients, usagers	892 337	892 337	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	20 280	20 280	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	36 336	36 336	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	1 658 064	1 658 064	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	22 295	22 295	
	Charges constatées d'avance	54 345	54 345	
	TOTAL DES CREANCES	3 186 315	3 099 128	87 186
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	310 652	229 660	80 992	
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	286 772	286 772		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	410 437	410 437		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	446 477	446 477		
	Impôts sur les bénéfices	15 726	15 726		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	10 424	10 424		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	104 733	104 733		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	3 025 686	2 970 180	55 505	
	TOTAL DES DETTES	4 610 907	4 474 409	136 498	
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		228 238			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Produits à recevoir

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	%
Créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières	30 000	30 000		
Autres créances clients	232 227	148 369	83 858	56,52
Autres créances	1 696 306	503 409	1 192 896	236,9
TOTAL	1 958 533	681 778	1 276 754	187,2

Charges constatées d'avance

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	%
Charges constatées d'avance - Exploitation	54 345	51 313	3 031	5,91
Charges constatées d'avance - Financier				
Charges constatées d'avance - Exceptionnel				
TOTAL	54 345	51 313	3 031	5,91

Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise	4 000			4 000	
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau	775 418	186 824			962 242
Excédent ou déficit de l'exercice	186 824	(186 824)		233 299	(233 299)
Situation nette	966 242			237 299	728 943
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	1 695 462			478 507	1 216 955
Provisions réglementées					
TOTAL	2 661 704			715 806	1 945 898

Charges à payer

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	%
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	81	135	(54)	-40,01
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	39 322	70 847	(31 525)	-44,50
Dettes fiscales et sociales	651 117	544 674	106 443	19,54
Dettes fournisseurs d'immobilisation				
Autres dettes	52 487		52 487	
TOTAL	743 007	615 656	127 351	20,69

Produits constatés d'avance

	31/12/2024	31/12/2023	Variations %
Produits constatés d'avance - Exploitation	3 025 686	3 149 057	(123 371) -3,92
Produits constatés d'avance - Financier			
Produits constatés d'avance - Exceptionnel			
TOTAL	3 025 686	3 149 057	(123 371) -3,92

Notes relatives à certains postes du Compte de Résultat

Autres achats et charges externes

Dans le cadre des baux signés, des franchises de loyers ont été prévues. Afin de refléter les avantages économiques des opérations, le produit de la franchise de loyer est étalé sur la durée du contrat conformément à l'avis n°29 de l'OEC et de la commission de l'Ordre.

Comptabilisation des cotisations adhérents

Les cotisations reçues ont fait l'objet d'une comptabilisation en fonction de la période couverte par l'adhésion (prorata temporis) et donne lieu à la constatation de "produits constatés d'avance" à fin 2024 d'un montant de 861 862 euros.

Comptabilisation des subventions

Les subventions reçues ont fait l'objet d'une comptabilisation prenant en compte :

- La période couverte par la subvention,
- L'avancement des programmes subventionnés
- Comptabilisation à la date de notification

DRAJES	2 000
AMI	60 000
Département	85 567
Collectivités	59 500
Région	8 753
DIRECCTE	455 943
DJSCS	959
Etat	3 084 410
DGEFP	90 000
Total	3 847 132

Taxe d'apprentissage

L'association a continué à percevoir la taxe d'apprentissage dans le cadre du "hors-quota". Ce financement est destiné à rapprocher les entreprises et les universités pour mieux faire connaître aux jeunes étudiants issus de quartiers défavorisés les métiers qui recrutent.

A ce titre, le montant perçu en 2024 s'élève à 496 737 euros.

Un produit à recevoir de 11 905 euros a été constaté au 31/12/2024.

Transferts de charges

Les transferts de charges sont principalement constitués:

- des avantages en nature liés aux véhicules = 15 937 euros,
- d'une indemnité de rachat d'un matériel informatique = 16 881 euros,
- des aides à l'apprentissage = 53 000 euros,
- des aides emplois francs = 965 euros.

Notes relatives à certains postes du Compte de Résultat

Résultat exceptionnel

Les charges exceptionnelles sont principalement constituées:

- Des amendes pour 1 763 euros,
- Des subventions irrécouvrables pour 33 240 euros.

Les produits exceptionnels sont constitués de :

- La quote-part de reprise de la subvention d'investissement pour 478 507 euros,
 - Des produits sur exercices antérieurs pour 52 800 euros,
 - D'autres produits exceptionnels pour 51 687 euros.
-

Variation des Subventions d'Investissement

	Subventions à la clôture 31/12/2023	Augmentation	Diminution	Subvention à la clôture 31/12/2024
Subventions d'investissement				
Subventions d'équipement	2 410 000			2 410 000
Autres subventions d'investissement				
Montant nominal	2 410 000			2 410 000
Quotes-parts virées au compte de résultat	714 538	478 507		1 193 045

Autres informations

Contribution en nature

L'association a bénéficié de la mise à disposition gracieuse de locaux dont le détail figure ci-dessous, dont le montant est estimé à 30 928 euros :

Local	Code postal	Ville	Surface en m2
Union Patronale des Charentes	16000	ANGOULEME	20
NQT- 5 rue d'Escures	45000	Orléans	15
CREDIT AGRICOLE	80000	Amiens	40
Castorama	59175	Templemars	27
BNP CHENOVE	21300	CHENOVE	15
Office Métrololitin de l'habitat	54000	Nancy	24
Office Métrololitin de l'habitat	54000	Nancy	24
SIEMENS	67400	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	30
PLATEFORME EMPLOI ENTREPRISES	31400	Toulouse	10
ORANGE - Centrale Téléphonique Lalande	69006	LYON	70
ALYL	38000	Grenoble	25
Saint Etienne			10
Plateforme AXEL	69200	Vénissieux	70
Commune de Val de Reuil	27100	Val de Reuil	20
ORANGE	76100	ROUEN	25
BNP	35000	Rennes	15
L'epopée	13014	Marseille	20

L'association a bénéficié de contributions en nature pour les montants suivants :

numero RF	Description	Partenaire	Montant
RF240156		OCEANE CONSULTING DM	24 900,00
RF240157		CIC OUEST	8 684,53
RF240313	MECENAT	CROWE FIDELIO	8 960,00
RF240314	MECENAT	CROWE FIDELIO	4 480,00
RF240315	MECENAT	OCEANE CONSULTING DM	12 000,00
RF240350		Hello Elton	16 200,00
RF240351		OCEANE CONSULTING DM	11 700,00
RF240354		AIMIGO	13 974,00
RF240361		CENTRAL TEST	1 257,30
RF240363	MECENAT	OCEANE CONSULTING	17 444,16
RF240364	MECENAT	COLOMBUS CONSULTING	1 069,00
			120 668,99

Ces montants ont été comptabilisés en contributions en nature.

Ces montants sont valorisés selon les devis reçus et les estimations réalisées par l'Association en fonction des tarifs couramment pratiqués pour l'achat de prestations équivalentes.

Autres informations

Rémunérations des cadres visées à l'article 20 de la loi 2006-586

La rémunération des organes de direction et d'administration n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à mentionner une rémunération individuelle.

Par ailleurs les membres du conseil d'administration ne perçoivent aucune rémunération au titre de leurs fonctions.

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires figurant aux comptes de résultat de l'exercice s'élève à 37 068 euros TTC et correspond intégralement à la certification des comptes de l'association.

Etat séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger pour l'exercice 2024 (Version synthétique)*

Etat du contributeur	Montant total des avantages et des ressources
Etats-Unis (USA)	950 €

* La version détaillée de l'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger que l'association NQT doit établir en application de l'article 4 du décret n° 2021-1812 du 24 décembre 2021 est mise à la disposition du public :

- au siège de l'association,
- et sur le site internet de l'association.

Effectif moyen

	31/12/2024	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures	27	
	Professions intermédiaires		
	Employés	72	
	Ouvriers		
	TOTAL	99	

Engagements financiers

31/12/2024	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus		
Avals, cautions et garanties		
BNP PARIBAS-AVALS ET CAUTIONS	25 450	
	25 450	
Engagements de crédit-bail		
Engagements en pensions, retraite et assimilés		
IDR non provisionnés 2024	73 153	
	73 153	
Autres engagements		
Total des engagements financiers (1)	98 603	
(1) Dont concernant :		
Les dirigeants		
Les filiales		
Les participations		
Les autres entreprises liées		

Événements significatifs postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif postérieur à la clôture de l'exercice n'est à signaler.
